



L'entrepreneuriat collectif et la formation, des leviers pour une économie performante

La Chambre régionale des entreprises sociales et solidaires de Provence-Alpes-Côte d'Azur (Cress Paca) interpelle les candidats aux législatives pour connaître leurs propositions en faveur du développement de l'économie de proximité dans les territoires autour de six propositions :

- L'**accompagnement** des entrepreneurs de l'ESS
- La couverture des **besoins de financement**
- Le **renforcement** de la **formation**
- La **promotion** de l'**entrepreneuriat** collectif
- Le **soutien** à l'**innovation** sociale et territoriale
- Le **développement** des **achats** socialement et écologiquement **responsables**

17 000 entreprises relèvent du champ de l'économie sociale et solidaire en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit 10 % de l'emploi total régional, privé et public.

La Cress Paca s'engage pour la promotion de l'entrepreneuriat collectif

L'ESS, dans la pluralité de ses formes d'entreprise, promeut une autre façon d'entreprendre, citoyenne et solidaire. L'entrepreneuriat collectif donne aux salariés la possibilité de s'engager et de redonner de la dignité au travail. Chacun a la possibilité de s'impliquer dans la gouvernance de l'entreprise et de s'épanouir.

« La vision sociale de l'entreprise est une valeur forte développée par les deux créateurs, anciens salariés de la Société marseillaise de Crédit, de la Scop Trans Massilia, il y a 26 ans. Aujourd'hui nous sommes quatre associés et quatre salariés. Ces derniers ont le choix de devenir ou non associés, car ici il n'y a pas d'obligation, sauf celle de s'épanouir au sein de l'entreprise. Nous sommes un groupement humain et les décisions se prennent collégialement. En tant que gérant, j'engage l'entreprise sur des propositions prises ensemble, dans une gouvernance horizontale. L'entrepreneuriat collectif est un modèle économique qui fonctionne, il est pérenne dans le temps. Il y a toute une culture à faire, au niveau éducatif, afin d'expliquer la coopération et améliorer les représentations. On ne parle pas assez de cette gouvernance partagée pour la création ou la reprise d'une entreprise », explique Franck Maillé, le gérant de Trans Massilia, spécialisée en maintenance, manutention, stockage-archivage et recyclage.

Ce fonctionnement démocratique et l'accession à la responsabilité et à l'initiative économique sont des principes fondamentaux très modernes. Une dynamique collective de coopération c'est d'abord chercher à répondre collectivement à des besoins concrets.

« L'entrepreneuriat collectif est une formidable opportunité pour créer de la richesse dans la proximité des territoires. Il permet de renforcer et de développer le tissu économique. Il est donc important d'en faire une véritable promotion, notamment auprès des générations futures », indique Denis Philippe, le président de la Cress Paca.

En ce sens, la valorisation globale du service civique est nécessaire, car c'est un formidable levier de développement et de renouvellement. « Les jeunes recherche dans ce dispositif une expérience nouvelle, une ouverture sur le monde, une opportunité de développer leur créativité, leur savoir-faire et leur responsabilité. Leur jeunesse et leur expérience sont des atouts pour nous permettre d'entreprendre collectivement autrement. Leurs projets et leurs réalisations sont un formidable levier de développement et de renouvellement. En 2016, nous avons accueilli et accompagné 48 volontaires, avec une mixité et une parité dans les profils », analyse Isabelle Dorey, déléguée générale directrice de services de la Ligue de l'enseignement des Bouches-du-Rhône.

La Cress Paca s'engage pour le renforcement de la formation

Le défi est de taille : il y a l'enjeu du renouvellement générationnel avec quelque 40 % de départs à la retraite d'ici 2020, il y a l'enjeu des métiers de demain, dans un monde économique en perpétuel mouvement. L'organisation de l'activité économique se pense aujourd'hui avec une nécessaire construction des parcours professionnels.

« Les parcours d'accès à l'activité ou à l'emploi se préparent en centre, en immersion ou à distance. Ce dernier apprentissage est intéressant car il permet une prise d'initiative progressive. Il est souvent bien plus efficace de travailler les mises en situation ou formations actions, de terrains d'expériences et ainsi rendre acteurs les différents intéressés. Cependant les dispositifs figés ne s'adaptent pas aux besoins du marché de l'emploi et les moyens sont insuffisants pour aller au bout d'une démarche. Pour gagner la bataille de l'emploi il est indispensable d'engager un réel partenariat public-privé, en veillant à l'application des directives », souligne Colette Bellet, PDG de la société coopérative de formation « Adrep ».

Les perspectives d'emploi sont favorables d'ici 2022 dans plusieurs secteurs où l'économie sociale et solidaire est fortement implantée : santé, social, culture, sport, services... Il est nécessaire de soutenir les activités qui créent du lien social et de l'emploi dans une politique de croissance propre à relancer rapidement l'activité des entreprises.

« Le numérique, la transition énergétique ou encore l'économie circulaire suscitent le développement de nouveaux métiers dans l'ESS mais surtout l'évolution de ces derniers. Le développement de nouveaux modèles économiques est un chantier majeur qui doit être accompagné par la puissance publique. L'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire – Udes – est en première ligne sur le sujet avec les OPCA. Elle contribue aux schémas structurants des politiques régionales, soutient les dispositifs d'accompagnement, s'engage dans le renouvellement générationnel en favorisant l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes. Pour cela elle est présente dans diverses instances régionales pour défendre les employeurs de l'ESS », détaille Joël Derrives, le délégué régional Paca de l'Udes.

La Cress Paca entend être un acteur impliqué dans la promotion sociale et professionnelle. « Nous devons être un acteur dynamique du développement économique, avec des résultats durables. Nous serons attentifs aux dispositifs mis en place par les pouvoirs publics dans une stratégie de relance de l'emploi dans les TPE et PME. La représentation de l'Udes doit être confortée afin de favoriser la co-construction des solutions de sécurisation des parcours des actifs dans les entreprises de l'ESS », précise Denis Philippe, le président de la Cress Paca.

A noter : **le jeudi 8 juin 2017 à 10 h 30** sera présentée aux journalistes la synthèse des réponses des candidats, lors d'une conférence de presse dans les locaux de la Cress Paca (place Félix Baret à Marseille).